

Déclaration

95/52

SOUS RÉSERVE DE MODIFICATIONS

NOTES POUR UNE ALLOCUTION

DE

L'HONORABLE RAYMOND CHAN,

SECRÉTAIRE D'ÉTAT (ASIE-PACIFIQUE),

DEVANT

L'ASSOCIATION DES RESTAURANTS CHINOIS

DU QUÉBEC

SUR LES LIENS QUI UNISSENT LE CANADA ET L'ASIE-PACIFIQUE

ET SUR LE PROCHAIN RÉFÉRENDUM QUÉBÉCOIS

BROSSARD (Québec)
Le 19 septembre 1995



Je suis particulièrement heureux de me joindre à vous ce soir, au nom du gouvernement canadien, pour célébrer le 25^e anniversaire de l'Association des restaurants chinois du Québec. Et je suis heureux pour plusieurs raisons, dont la première est qu'il serait insensé de refuser un repas offert par 500 restaurateurs! La deuxième raison, c'est que je me sens vraiment des vôtres, ayant possédé et exploité deux restaurants chinois dans ma province d'origine, la Colombie-Britannique. Je sais à quel point il est difficile de tenir avec succès un restaurant et que les occasions comme celle-ci de faire une pause pour célébrer vos réussites sont extrêmement rares. Il n'arrive pas souvent que nous, restaurateurs, puissions nous reposer en faisant faire la cuisine et le service par quelqu'un d'autre.

J'éprouve aussi un sentiment particulier de fierté, ce soir, de voir ici de nombreux Canadiens et Canadiennes venus comme moi d'Asie à la recherche d'une vie meilleure pour eux-mêmes et leur famille, ce que nous avons d'ailleurs trouvé. Certains d'entre vous sont des Canadiens et des Canadiennes de sixième ou septième génération, et je vous remercie, vous et vos familles, d'avoir ouvert la piste du Canada, en la rendant plus facile pour nous autres, parce que vous avez prouvé aux autres Canadiens que leur pays devait continuer à ouvrir les bras aux Asiatiques industriels et travailleurs.

Je voudrais prendre quelques moments pour décrire brièvement mon rôle en tant que secrétaire d'État (Asie-Pacifique). Ma première fonction est de conseiller le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet - qui représente d'ailleurs la circonscription montréalaise de Papineau - Saint-Michel - sur les questions relatives à l'Asie-Pacifique. Mes responsabilités couvrent donc à la fois les dossiers géographiques et les enjeux sectoriels, comme les questions politico-économiques et l'aide au développement social. Je collabore également avec le ministre du Commerce international, M. Roy MacLaren, pour l'aider à promouvoir le commerce international du Canada.

Un des aspects clés de mon travail consiste à exploiter les liens que beaucoup d'entre nous entretenons avec l'Asie pour favoriser les exportations canadiennes. Comme notre gouvernement l'a clairement montré depuis deux ans que nous sommes au pouvoir, le commerce - qui comprend les exportations, les investissements et les transferts de technologie - est essentiel au maintien de la prospérité canadienne. Les exportations de produits et de services constituent plus du quart du produit intérieur brut du Canada. Directement et indirectement, les exportations assurent plus de deux millions d'emplois au Canada. Et surtout, elles constituent le facteur le plus dynamique qui stimule notre croissance économique. Pour toutes ces raisons, le développement du commerce international est prioritaire dans le programme économique de notre gouvernement.

Les deux années écoulées depuis que le premier ministre Chrétien m'a nommé à son cabinet ont certainement été fertiles en

événements pour ceux qui s'occupent des relations avec l'Asie-Pacifique : le Canada a reçu la visite d'un certain nombre de chefs d'État d'Asie, et de ministres d'à peu près tous les pays de ce continent, alors qu'en sens inverse, M. Ouellet, M. MacLaren et moi avons parcouru la région en travaillant ferme pour promouvoir les intérêts canadiens.

Nous avons lancé l'année dernière l'« Équipe Canada » qui, dirigée par M. Chrétien, a en quelque sorte révélé l'envergure des débouchés et de la capacité du Canada à livrer concurrence lorsqu'on s'en donne la peine. L'« Équipe Canada » a montré que nous pouvions exploiter les possibilités d'affaires. Elle a montré l'avantage qu'il y a à collaborer : le gouvernement fédéral avec les autorités provinciales, les gens d'affaires avec les gouvernements. Et elle a prouvé que le Canada pouvait affronter la concurrence des meilleurs commerçants du monde et sortir gagnant.

Je suis convaincu que l'accent mis par notre gouvernement sur l'Asie-Pacifique et les explications que nous avons données aux Canadiens à ce sujet constituent le meilleur exemple de la philosophie exposée dans le Livre rouge de notre gouvernement. En quelques mots, les exportations créent des emplois, et les emplois créent de la richesse pour les Canadiens et les Canadiennes, contribuant ainsi à réduire le déficit et à maintenir de nombreux programmes, comme l'assurance-maladie, que le reste du monde envie à notre pays.

Comme le premier ministre du Canada et les neuf premiers ministres provinciaux qui l'ont accompagné au cours du voyage de l'« Équipe Canada » l'ont montré, notre engagement à l'égard de la région Asie-Pacifique peut aussi apporter des solutions à certaines de nos préoccupations concernant l'unité nationale. Bien que cette dernière question s'applique de la façon la plus évidente dans le cas du Québec, elle concerne également l'atténuation des divisions qui persistent entre l'Est et l'Ouest du Canada. Nous voyons nos efforts au sein de l'Asie-Pacifique comme un facteur d'unité, parce que c'est quelque chose sur quoi nous sommes tous d'accord. En fait, il est possible de renforcer l'appui accordé à l'unité nationale par des relations de coopération avec les provinces et par l'application des moyens dont dispose le fédéral, avec son accès à l'Asie-Pacifique, lorsque des contacts clés sont en jeu et qu'il faut régler des questions de premier plan.

Combien de fois ne suis-je pas allé dans des pays d'Asie, rencontrer des chefs d'État, des ministres et des dirigeants de milieux d'affaires pour promouvoir et soutenir des entreprises du Québec qui soumissionnaient des contrats valant des centaines de millions de dollars? Pour les compagnies québécoises, c'est un avantage énorme de faire partie d'un pays qui est considéré comme pays du Pacifique par nos partenaires asiatiques. Comme le

premier ministre, M. Chrétien, l'a signalé la semaine dernière après une rencontre avec le premier ministre Goh Tok Chong de Singapour, une des nombreuses raisons pour lesquelles le Québec doit rester au sein du Canada est la possibilité de procurer à des entreprises québécoises comme Bombardier un meilleur accès aux marchés du Pacifique. Pour citer le premier ministre, « Si le Québec se séparait, les Québécois ne seraient plus citoyens d'un pays du Pacifique. »

Ce qui m'amène à l'essentiel de mon propos : le référendum. Les Québécois comme vous devront choisir entre un pays qui a déjà fait ses preuves et l'option irréaliste de ceux qui veulent le démembrer. Voilà la question à laquelle vous aurez à répondre le 30 octobre. Quelle que soit la forme qu'on lui donne, cette question est claire : Les Québécois veulent-ils se séparer du Canada?

Et, ne vous y trompez pas, le référendum vous concerne. La politique multiculturelle du Canada reconnaît que tous les Canadiens sont des membres à part entière d'une société qu'ils contribuent à améliorer, et personne ne devrait être exclu de cette entreprise collective. Faites-vous inscrire sur les listes électorales. Le délai n'est pas encore expiré. Parlez-en à vos familles, vos voisins, vos amis, vos clients. Dites-leur qu'il est essentiel de voter. Quelque 100 000 Canadiens d'origine asiatique vivent au Québec, m'a-t-on dit. Il est essentiel que ces chiffres se traduisent par des suffrages aux bureaux de scrutin. Canadiens vivant au Québec, vous devez tous vous faire entendre, et il est par conséquent essentiel que vous exerciez votre droit de vote afin que le Canada demeure uni. Mes commentaires se limitent au Québec, mais, étant moi-même originaire de Colombie-Britannique, je sais que la séparation du Québec aurait un impact dans le Canada tout entier.

Dans mon enfance à Hong Kong, mon père me disait que, tout comme il avait fui la Chine pour Hong Kong, je devrais moi-même fuir Hong Kong pour trouver une vie meilleure. Il m'inculqua la volonté d'étudier une science, afin de pouvoir monnayer mes talents dans d'autres pays. Après sa mort, alors que j'étais encore adolescent, je cherchai un nouveau pays. Mon regard se tourna rapidement vers le Canada. Comme moi, beaucoup d'entre vous, ou vos ancêtres, sont venus au Canada parce qu'ils y ont reconnu une collectivité unie par certaines valeurs fondamentales : la primauté du droit, un gouvernement démocratique, la liberté, l'intégrité, la paix, ainsi que le respect des droits de la personne, l'honnêteté et la compassion. Ces valeurs constituent l'essence même de la société, elles sont universelles, et transcendent les cultures. J'ai pris conscience de tout cela moins d'une semaine après mon arrivée. J'attendais l'autobus à Vancouver. Il pleuvait, et j'étais vêtu d'un imperméable typique comme nous en portions à Hong Kong, avec un petit capuchon sur la tête, de sorte qu'il était évident que

j'étais fraîchement débarqué au Canada. Une vieille dame qui se tenait à l'arrêt d'autobus m'aborda en me demandant d'où j'étais. J'étais un peu craintif, je l'avoue, ne sachant pas ce qu'elle voulait. Je lui répondis néanmoins : « De Hong Kong, Madame. » Elle me serra la main en disant : Bienvenue au Canada, petit. Nous avons un grand pays et nous avons besoin de beaucoup de jeunes comme vous à qui le travail ne fait pas peur. » Je sus dès ce moment-là que j'avais enfin trouvé un pays.

Et je ne veux pas voir mon pays divisé et démembré. Il y a trop peu à gagner et beaucoup trop à perdre à se séparer. Vous et tous les Québécois perdriez tout ce que vous avez construit, pour de vaines promesses et des garanties fictives. Nous avons travaillé dur pour nous tailler une place dans ce pays et être appelés du nom de Canadiens. Le chemin de la séparation n'est pas seulement sans intérêt, il est même dangereux, surtout si l'on considère que nous avons réalisé énormément de choses ensemble.

L'économie canadienne est solide. L'inflation est pratiquement inexistante. Notre taux de croissance est le plus élevé de tous les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques. Notre productivité est en hausse. Et le dernier budget fédéral ne nous laisse d'autre choix que de mettre de l'ordre dans nos affaires financières.

Posons-nous la question suivante : Comment un Québec indépendant réussirait-il mieux à résoudre les problèmes de chômage ou les problèmes sociaux comme le crime et la dépendance des assistés sociaux? Comment la séparation contribuerait-elle à équilibrer le budget, à venir en aide aux défavorisés ou à préparer l'avenir de nos jeunes?

Pour ce qui est des risques immédiats, examinons ce que la séparation du Québec signifie en termes concrets. Je me contenterai d'énumérer trois des nombreux risques qui se profilent à l'horizon advenant une victoire du « OUI ».

Le risque de perdre votre citoyenneté. Une chose est certaine : quoi qu'en dise le PQ [Parti québécois], votre citoyenneté canadienne serait compromise dans un Québec indépendant. À l'heure actuelle, votre passeport vous garantit, en tant que citoyens canadiens, protection, respect et reconnaissance dans le monde entier. La citoyenneté dont nous jouissons en ce moment est un privilège et non un droit. Le Canada est libre de redéfinir ses arrangements en matière de citoyenneté. Le gouvernement du PQ ne peut faire de promesse ni prendre de décision au nom du gouvernement du Canada pour ce qui est de définir qui est un citoyen canadien.

Le risque de pertes d'emploi. Advenant une séparation, un certain nombre d'emplois au Québec pourraient être supprimés. Les nouveaux investissements diminueront et les capitaux, les

particuliers et les entreprises qui ne désireront pas rester dans un Québec indépendant pourraient s'expatrier. Quelles seront les conséquences d'une telle situation sur l'avenir de nos enfants et de nos collectivités? Ce qui est sûr, c'est que l'économie et la situation de villes comme Montréal et Québec deviendront incertaines. Je n'ai pas besoin de vous dire à quel point l'industrie de la restauration est vulnérable face à un tel risque.

Le risque de perdre le droit à la mobilité. Dans un Québec indépendant, l'accès à l'emploi dans d'autres provinces canadiennes, pour vous tout comme pour vos enfants et petits-enfants, serait éliminé.

Le fait d'évoquer les conséquences économiques de la séparation ne signifie pas que l'on fasse une campagne fondée sur la peur; il s'agit simplement de dire la vérité aux Québécois. Du reste, je suis sûr que les Québécois sont conscients de ces risques tout comme ils le sont des immenses avantages du Canada. Une fois cette saga terminée, nous continuerons de montrer au monde pourquoi le Canada a été choisi par les Nations unies pour la deuxième année d'affilée comme le meilleur pays du monde.

Nous avons fait du Canada notre pays et, ensemble, nous devons veiller à ce qu'il en soit toujours ainsi.

L'héritage que nous devons léguer à nos enfants et petits-enfants est celui d'un Canada uni, fort et prêt à relever les défis de demain - un lendemain plein d'espoir et de multiples possibilités. C'est là l'héritage que nous méritons.

Je vous remercie.